

Entre déceptions et amertume, les chemins tortueux de la paix

Le conflit israélo-palestinien donne l'impression d'être interminable en raison de sa longévité, de sa complexité et de ses mutations. Son déclenchement à grande échelle date de 1948, à l'occasion de la proclamation de l'État d'Israël, événement que les Arabes dénomment Nakba (catastrophe).*

Quant à ses racines, elles remontent à la fin du XIX^e siècle –et de son lot d'antisémitisme européen– qui préparait la collusion à venir, en Palestine mandataire (1920-1948), de deux projets antagonistes pour une seule terre, le sionisme et le nationalisme arabe.

La violence des événements qui se déroulent depuis le 7 octobre 2023, en Israël et à Gaza, mais aussi en Cisjordanie, à la frontière libanaise, en Syrie ou dans la mer Rouge, soulève d'une manière urgente la nécessité d'envisager des solutions et de tracer des chemins de paix. Penser cette question passe par un

examen des processus et des accords de paix qui ont marqué ce conflit et ses différents acteurs.

Cet article examinera ces processus à partir d'une lecture qui les inscrit dans trois paradigmes géopolitiques différents, marqués par le nationalisme arabe, la fin de l'URSS et les reconfigurations d'un monde multipolaire.

Les débâcles du nationalisme arabe

La création du Proche-Orient moderne à la suite de la Première Guerre mondiale fut l'occasion de l'échec du nationalisme

arabe initial qui visait, dans le cadre d'une diversité de conceptions, la création d'un vaste État arabe indépendant sur les territoires ottomans arabes.

La cause palestinienne donna au nationalisme arabe un souffle nouveau et mobilisa les États qui en revendiquaient l'héritage. Ainsi, en 1948, le conflit qui

avait opposé juifs et palestiniens prit une tournure régionale pour devenir un conflit israélo-arabe, engageant nombre d'armées et entraînant plusieurs guerres, dont celles des Six Jours* (1967) et du Kippour* (1973). Dans ce cadre, l'Égypte jouait un rôle de premier plan, notamment sous l'égide de Nasser (1956-1970), mais aussi de Sadate (1970-1981) qui œuvra pour récupérer les territoires égyptiens occupés par Israël en 1967. Pour ce faire, il franchit le pas et transforma son pays de premier ennemi d'Israël au premier État arabe à enterrer la hache de guerre. Les discussions entre les Israéliens et les Égyptiens s'effectuèrent à Camp David en septembre 1978, sous

l'égide du président Carter qui accueillit Begin et Sadate. Les négociations étaient ardues, d'autant que l'Égypte voulait lier le sort du Sinaï occupé à celui de tous les autres territoires arabes occupés, syriens et palestiniens. Mais l'État hébreu était inflexible sur ces questions et Sadate dut se résigner à des acquis purement

égyptiens. Le traité de paix israélo-égyptien fut ainsi signé en mars 1979. Celui-ci normalisait les relations entre les deux États et mettait fin à la guerre qui existait depuis 1948. Il en résulta le retrait d'Israël du Sinaï, la libre circulation dans le canal de Suez, ainsi qu'un soutien économique et militaire américain à l'Égypte, toujours en cours.

Ce premier traité de paix arabo-israélien provoqua un grand scandale dans le monde arabe et fut considéré comme une trahison, surtout par les Palestiniens. Il isola l'Égypte qui fut exclue de la Ligue des États arabes (de 1979 à 1989). En octobre 1981, Sadate paya l'accord de sa vie et fut assassiné par des membres du Jihad islamique égyptien. Force est de souligner que cette paix fut qualifiée de « froide » car, malgré l'engagement de l'État égyptien qui demeure en faveur de cette paix –intérêts stratégiques oblige–, la population n'y adhère pas dans sa grande majorité et reste hostile à Israël. Cela concerne toutes les franges de la société, musulmans ou chrétiens,

laïques ou islamistes.

Les espoirs déçus de la fin de l'ère soviétique

Les accords de paix de 1979 n'eurent aucunes retombées positives sur le conflit israélo-palestinien. Dans les Territoires occupés depuis 1967, la Cisjordanie,

→ L'auteur



Antoine Fleyfel

Franco-libanais, docteur en philosophie et théologie, Antoine Fleyfel est professeur affilié à l'Université St-Joseph de Beyrouth et directeur de l'Institut chrétiens d'Orient créé en juin 2020.

En 2011, il a fondé la collection Pensée religieuse et philosophique arabe qu'il dirige à L'Harmattan.

Jérusalem-Est et Gaza, les Palestiniens faisaient face à des restrictions de mouvement et à la colonisation accompagnée de confiscation de terres. La frustration croissante des populations et le sentiment de négligence arabe et internationale menèrent à l'explosion de la première Intifada* (1987-1993) ou « guerre des pierres », soulèvement populaire réclamant la fin de l'occupation des Territoires palestiniens. Il se caractérisa par la violence des émeutes, les attentats contre la population israélienne, les tensions inter-palestiniennes et la répression de Tsahal.

Durant l'Intifada, le monde changea d'une manière significative et, sur ce plan, deux événements majeurs affectèrent le conflit israélo-palestinien d'une manière directe : la première Guerre du Golfe (1990-1991) et l'effondrement de l'URSS (1991). Cette guerre marqua un tournant dans une région longtemps polarisée par la guerre froide et introduisit une ère nouvelle où les États-Unis devinrent la puissance influente principale de la région. La disparition du bloc soviétique affirma cette tendance, affaiblit le soutien traditionnel apporté aux pays arabes et provoqua sur place un vide idéologique frayant le chemin à la montée de l'islamisme frériste du Hamas qui prit progressivement le dessus sur les forces nationalistes et de gauche dans la résistance palestinienne.

Ces transformations créèrent un climat qui favorisa la signature de deux accords de paix majeurs, Oslo et Wadi Araba. Examinons les choses de plus près.

Après la Guerre du Golfe, les États-Unis envisagèrent le règlement des conflits

régionaux, dont l'israélo-palestinien. Cela coïncidait avec l'arrivée de Yitzhak Rabin au pouvoir en Israël, en 1992, un premier ministre convaincu de la nécessité de signer un accord de paix avec les Palestiniens. Quant au leader de l'OLP*, Yasser Arafat, dont le camp concurrencé de plus en plus par les islamistes se trouvait en crise et en perte d'influence, le processus de paix lui était une opportunité pour réaffirmer son pouvoir. Les négociations qui revêtirent un caractère de secret aboutirent aux accords d'Oslo, dont le processus se déroula en trois temps. En septembre 1993, une Déclaration de principes fut signée par Rabin, Arafat et Bill Clinton. Elle précisait le cadre général des négociations et établissait les principes d'une autonomie palestinienne en Cisjordanie et à Gaza. En mai 1994, l'accord de Gaza-Jéricho instaurait une autonomie palestinienne limitée et créait l'Autorité palestinienne. En septembre 1995, l'accord de Taba se versa sur la création d'un pouvoir législatif et sur le découpage de la Cisjordanie en trois zones : A (18 %) sous contrôle palestinien direct, B (22 %) sous administration civile palestinienne uniquement, C (60 %) sous contrôle israélien direct. Dans l'esprit des accords, la création d'un État palestinien était envisagée et l'armée israélienne devait se retirer de la plupart des Territoires occupés.

L'accueil de ces accords était mitigé dans les deux camps. Côté palestinien, des factions, et à leur tête le Hamas et le Jihad islamique, le rejetèrent, refusant de reconnaître Israël et tenant à la libération

de la totalité de la Palestine. Ainsi, des attaques violentes furent perpétrées sur le sol israélien pour torpiller les accords d'Oslo. Côté israélien, l'opposition aux accords concernait différents groupes qui ne voulaient pas faire de concessions territoriales aux Palestiniens et avaient des inquiétudes sécuritaires. Parmi eux

la colonisation, le statut de Jérusalem, les frontières, le partage des ressources hydrauliques et la nature du futur État palestinien.

Dans le même temps, les accords de Wadi Araba furent signés entre Israël et la Jordanie en octobre 1994. Ce traité de « paix froide » aussi, normalisa les



©CLINTON PRESIDENTIAL LIBRARY

◀ **Poignée de main historique**
lors de la signature des accords d'Oslo sur la pelouse de la Maison-Blanche, le 13 septembre 1993 : encouragé par Bill Clinton, Yasser Arafat tend la main vers Itzhak Rabin, qui la saisit après une brève hésitation.

se trouvent les sionistes religieux, populaires dans les colonies, les nationalistes et le Likoud de Benjamin Netanyahu. Rabin paya de sa vie son engagement pour la paix, et fut assassiné par un sioniste religieux radical le 4 novembre 1995.

En regardant de près ces accords qui ont créé des réalités nouvelles sur le terrain, l'on constate qu'ils repoussent l'abord de questions cruciales sans lesquelles aucune résolution du conflit israélo-palestinien n'est possible. À savoir le sort des réfugiés,

relations entre les deux pays. Israël était désormais en paix avec les deux puissances arabes rivales directes qui administrèrent jusqu'en 1967 la Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza. Ainsi, les frontières furent tracées, une coopération sécuritaire établie et un partage des sources hydrauliques entendu. La Jordanie gardait sa juridiction sur les lieux sacrés musulmans à Jérusalem, dont le Dôme du Rocher et la mosquée Al-Aqsa. Il fut aussi question de coopérer, notamment avec l'Égypte, pour

trouver une solution au problème des réfugiés palestiniens. L'opinion israélienne salua l'accord, ainsi que l'Égypte, la Syrie l'ignora, le Hamas et le Hezbollah libanais le rejetèrent. Ces accords eurent des retombées positives sur le tourisme, sur l'économie et sur le plan sécuritaire, des deux côtés de la frontière.

Repartons à l'ouest du Jourdain. Les lacunes considérables d'Oslo et l'assassinat de Rabin furent un coup dur pour le processus de paix qui avançait lentement sous le gouvernement de Shimon Peres, d'autant plus que la situation se dégradait. La colonisation se poursuivait ainsi que les attaques sanglantes sur le territoire israélien, ce qui ne contribuait guère à la création d'un climat d'apaisement propice à la paix. Le niveau d'insécurité était tel que l'opposition à Oslo crût en Israël, permettant au camp opposé, celui de Benyamin Netanyahu, de remporter les élections en 1996.

Malgré ces déconvenues, le processus de paix se poursuivait, et les accords de Wye Plantation furent signés en 1998 à Washington par les deux parties. Son objectif était la préparation d'évacuation israélienne de 31 % de la Cisjordanie. Ces accords furent gelés à cause du déclenchement de la seconde Intifada en 2000.

Le 7 mai 1999, le travailliste Ehoud Barak remplaça Netanyahu et relança le processus de paix avec les Palestiniens. Moins de quatre mois plus tard, le 4 septembre, il signait avec Yasser Arafat le Mémorandum de Charm el-Cheikh, cosigné par le Raïs égyptien Moubarak et par le roi hachémite Abdallah II,

en présence de la secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright. Ce document avait comme objectif principal de s'engager pour la mise en pratique des accords signés depuis 1993. C'est dans ce sillage que se tint le sommet de Camp David II, en juillet 2000. Bill Clinton invita Arafat et Barak à sa villégiature présidentielle afin de poursuivre les pourparlers de paix. Mais cela fut un échec à cause de l'impossibilité de se mettre d'accord sur trois dossiers cruciaux : les concessions territoriales, le statut de Jérusalem et les réfugiés. On reprocha à Yasser Arafat de ne pas avoir effectué une contre-proposition aux Israéliens, et il paraîtrait que ce dernier ne pouvait offrir de concession sur la question de Jérusalem et surtout sur la souveraineté de l'esplanade des Mosquées car, heurtant le monde musulman, cela mènerait à son assassinat. Néanmoins, les raisons de l'échec étaient plutôt partagées, les propositions israéliennes ayant été considérées par les Palestiniens comme décevantes, à l'encontre de ce qui avait été promis.

L'échec du sommet fut vécu comme une grande déception par le camp de la paix en Israël, et le nationaliste Ariel Sharon réagit en se rendant, avec d'autres membres du Likoud, sur le Mont du Temple/esplanade des Mosquées, pour affirmer la souveraineté israélienne sur le lieu. Cela fut l'occasion du déclenchement du Second soulèvement de pierres.

Abraham, père de tous les croyants ?

Avec le déclenchement de la Seconde Intifada, la situation n'eut de cesse de

s'empirer, et l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon en 2001 éloigna les espoirs de la paix. Certaines initiatives de paix eurent lieu, mais sans aucun résultat, comme le sommet de la Ligue arabe en 2002, soutenu par l'Union européenne et adoptant le plan saoudien intitulé « Initiative de paix arabe », ou la Feuille de route pour la paix en 2003, fruit du travail du quartet diplomatique composé de l'ONU, de l'UE, des États-Unis et de la Russie. En 2005, dans le contexte de la Seconde Intifada,

la participation du président palestinien Mahmoud Abbas et du premier ministre Ehud Olmert. Beaucoup furent conviés à cette conférence, dont la Russie et la Chine, l'ONU, l'UE et la Ligue des pays arabes. Les sujets les plus sensibles y furent abordés, questions des frontières, statut de Jérusalem et problème des réfugiés. Ce processus fut interrompu en janvier 2009, à la suite de l'envahissement de Gaza par l'État hébreu dans le contexte de la guerre de Gaza.

EN CHIFFRE

Quelques dates-clés

- **1978** : Accords de Camp David entre l'Égypte et Israël
- **1993** : Accords d'Oslo en 3 phases dont
 - 1994** : accord de Gaza-Jéricho qui instaure l'Autorité palestinienne
 - 1995** : accord de Taba qui définit le découpage de la Cisjordanie en 3 zones
- **1994** : Accords de Wadi Araba qui normalisent les relations entre Israël et la Jordanie
- **2020** : Accords d'Abraham qui normalisent les relations entre Israël et les Émirats arabes unis, entre Israël et Bahreïn, avec le Soudan et avec le Maroc

et face à la difficulté croissante d'administrer l'un des territoires les plus densément peuplés du monde, Israël décida de se désengager d'une manière unilatérale de la Bande de Gaza, mettant fin à son occupation et démantelant les 21 colonies qui s'y trouvaient.

En 2007, on essaya en vain de trouver des solutions à la Conférence d'Annapolis, sous l'égide du Georges W. Bush et avec

Les années 2010 furent traversées de troubles majeurs dans la région : le « Printemps arabe » avec ses revendications citoyennes, et l'« hiver islamiste » avec sa violence. Les organisations terroristes islamistes, dont Daesh et Al-Qaïda, semblaient avoir volé la vedette au conflit israélo-palestinien, à travers les différentes guerres menées en Irak, en Syrie ou au Liban. Cela donnait l'impression que la

quête d'une solution pour les Palestiniens passait à la trappe. Même les islamistes de Daesh n'en parlaient pas, leur doctrine leur prohibant le soutien d'une cause nationale. Le combat doit uniquement s'effectuer pour le califat islamique tel qu'ils le conçoivent.

Cependant, sur place, le conflit se poursuivait, à travers les vagues de violence de 2011 et de 2015-2017, les guerres de Gaza de 2012 et 2014, et les marches de retour de 2018-2019.

Après la défaite de Daesh et une certaine stabilisation en Irak et en Syrie, la paix entre Israël et les Arabes semblait poursuivre son chemin sans les Palestiniens, qui comptent de plus en plus sur les Iraniens plus que sur les Arabes.

Sous la présidence de Trump, les États-Unis voulurent avancer dans la stabilisation

du Proche-Orient et adoptèrent une politique de rapprochement entre les Arabes et Israël. Alors que, sur les Territoires palestiniens, les violences et la colonisation se poursuivaient, la reconnaissance de Jérusalem en 2017 comme capitale d'Israël par les États-Unis ne suscita aucune réaction notable dans le monde arabe, sinon des condamnations. Les accords d'Abraham furent un acquis majeur de la diplomatie américaine sous la présidence de Trump. C'est en personne qu'il annonça le 13 août 2020 la normalisation des relations entre Israël et les Émirats arabes unis, et le 11 septembre entre Israël et Bahreïn. Il s'ensuivit la normalisation avec le Soudan en octobre et avec le Maroc en décembre. Ces accords montent à six le nombre de pays arabes à briser les trois « non » proclamés après la



La question de Palestine, tome 5 : La paix impossible

Henry Laurens

Éditions Fayard, 2015 – 888 pages, 38 €

Juin 1982-janvier 2001 : si cette vingtaine d'années est marquée, en Israël et dans les territoires palestiniens, par de nombreuses violences, elle voit aussi la mise en place de ce qu'on appelle depuis le processus de paix.

Se confrontent ici deux logiques : la situation sur le terrain et les initiatives diplomatiques. Henry Laurens propose une chronique détaillée de la première comme des secondes, tout en exposant les évolutions politiques

internes aux différentes parties impliquées – l'Autorité palestinienne et Israël, mais aussi les États-Unis, la Syrie, l'Égypte.

Il explique avec clarté les avancées, les revirements, les blocages et les principaux points d'achoppement, rendant intelligibles des notions et des événements qui paraissent parfois obscurs aux non-spécialistes. En se plaçant au plus près des acteurs, il montre toute l'importance du facteur humain dans des négociations qui concernent des peuples et des territoires.

Dans cet ouvrage sans équivalent, issu d'un enseignement de plusieurs années au Collège de France, Henry Laurens poursuit sa grande synthèse historique d'un conflit qui trouve ses origines à la fin du XVIII^e siècle.

défaite de 1967 au sommet de Khartoum : « Non à la paix, non à la reconnaissance, non à la négociation ». En outre, aucune clause spécifique d'Abraham ne concerne les droits du peuple palestinien. Seuls avaient été exprimés les engagements classiques envers la solution des deux États.

Ces accords furent salués par de nombreux pays, dont l'Europe et les États-Unis, l'Égypte et la Jordanie.

Rejetés par le Hamas, l'Iran, le Hezbollah ou la Turquie, ils furent dénoncés par l'Autorité palestinienne qui les qualifia de « trahison méprisable ».

La perte des élections par Trump en 2020 ralentit le bal de la paix avec Israël pour lequel l'Arabie Saoudite prépare très sérieusement sa danse. Sous l'administration Biden, les efforts de rapprochement se poursuivirent avec une certaine couverture médiatique qui en écarta tout caractère intimiste. La paix dans le monde arabe continuait à se faire sans les Palestiniens et des événements majeurs captaient toutes les attentions, comme la situation en Syrie et en Irak, l'effondrement du Liban ou la guerre Ukraine/Russie. Était-il encore nécessaire d'agir pour la paix entre Palestiniens et Israéliens ? Ce conflit ne s'étouffait-il pas ? L'État d'Israël, fort de sa supériorité technologique et militaire, paraissait plus

affecté par ses problèmes internes, dont la réforme judiciaire qui le divise profondément, que préoccupé par la situation de ses frontières intérieures et le sort d'un État palestinien à venir.

Le 7 octobre 2023, les attaques d'une grande violence menées par le Hamas et ses alliés à partir de la Bande de Gaza coûtèrent la vie à 1200 Israéliens, dont principalement des civils. La riposte

israélienne avait déjà tué plus de 20 000 Palestiniens fin 2023, dont une majorité de femmes et d'enfants. Les chemins de paix sont loin d'avoir abouti et le conflit israélo-palestinien qui divise le monde, est loin d'être oublié ou enterré. L'amertume paraît plus vive que jamais dans les deux camps.

La paix demeure l'impératif majeur de ces deux peuples qui ont tellement en

*« La paix dans
le monde arabe
continuait à se faire
sans les Palestiniens
et des événements
majeurs captaient
toutes les attentions,
[...].
Était-il encore
nécessaire d'agir
pour la paix entre
Palestiniens et
Israéliens ? »*

commun. Leurs récits nationaux modernes se construisent sur une « catastrophe », « shoah » en hébreu, « nakba » en arabe. Ils ont tous les deux fait l'expérience d'être chassés de leurs terres, de la violence, de la ghettoïsation, de l'instrumentalisation, de la persécution, de l'humiliation, de la dispersion dans les nations. Ils se tiennent tous les deux devant le Rocher, jurant fidélité à sa Loi et à ses Saints sanctuaires. Jérusalem, Al-Qods, quand manifesteras-tu la gloire de Dieu qui est l'homme vivant ?